

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2005,

Besluit :

**Artikel 1.** Bij toepassing van artikel 96bis van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie wordt het « I.E.P.S.C.F. d'Arlon-Musson-Athus », hierna de inrichting A genoemd, op 1 juli 2005 samengevoegd met het « I.E.P.S.C.F. de Virton », hierna de inrichting B genoemd.

**Art. 2.** De instelling A en de instelling B zijn het voorwerp van een egalitaire samenvoeging, zoals bepaald bij artikel 96bis, § 2, 1° van het voornoemd decreet van 16 april 1991.

**Art. 3.** De zetel van de nieuwe zelfstandige instelling is gevestigd in de inrichting A en de zetel van de inrichting B wordt een vestiging van de nieuwe inrichting.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2005.

**Art. 5.** De Minister-Presidente tot wier bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juni 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M. ARENA

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 2257

[2005/202303]

**25 AOUT 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses mesures relatives au transport combiné en exécution de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, a, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, a, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, notamment les articles 5, 15, 17 et 18;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, notamment les articles 5, 9, § 1<sup>er</sup>, 19, 21, 22 et 23;

Considérant que le Gouvernement wallon lorsqu'il détermine de manière générale les conditions réglementaires visées à l'article 4, 2° et 3°, poursuit des objectifs qui sont liés aux effets que les programmes d'investissements ont sur chacune des composantes du développement durable;

Qu'en effet, l'obligation pour les entreprises d'assurer un minimum de financement des programmes peut s'expliquer, au travers des trois composantes du développement durable par le souci de responsabiliser les entreprises dans la mise en œuvre de leurs projets et par les principes généraux liés aux cumuls de subventions publiques;

Qu'en effet, l'obligation pour les entreprises d'être dans une situation financière saine peut s'expliquer également au travers des trois composantes du développement durable par la poursuite par le Gouvernement wallon des objectifs liés au principe supérieur d'utilisation efficiente des deniers publics;

Considérant que le Gouvernement wallon, lorsqu'il insère la définition du transport combiné telle que figurant dans la Directive 92/106/CEE du Conseil du 7 décembre 1992 relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés de marchandises entre Etats membres répond à la condition énoncée par la Commission européenne pour accorder le bénéfice des aides au transport combiné;

Qu'en effet, l'insertion de cette définition fait suite à la demande expresse de la Commission européenne pour qui la définition du transport combiné doit correspondre exactement à la définition de l'article 1<sup>er</sup> de la Directive 92/106/CEE du Conseil du 7 décembre 1992 précitée;

Vu l'avis n° A.743 du Conseil économique et social de la Région wallonne, adopté le 21 juin 2004;

Vu la décision de la Commission européenne du 16 mars 2005 approuvant le régime d'aide n° 247/2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 avril 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mai 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 38.524/2, donné le 29 juin 2005;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "décret grandes entreprises" : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

2° "décret petites ou moyennes entreprises" : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

3° "Ministre" : le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions;

4° "entreprise" : la grande entreprise visée à l'article 3, § 2, du décret grandes entreprises ou la petite ou moyenne entreprise visée à l'article 3 du décret petites ou moyennes entreprises;

5° "grande entreprise" : la grande entreprise visée à l'article 3, § 2, du décret grandes entreprises;

6° "petite ou moyenne entreprise" : la petite ou moyenne entreprise visée à l'article 3 du décret petites ou moyennes entreprises;

7° "administration" : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

8° "fonctionnaire délégué" : l'un des fonctionnaires visés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne, ayant le grade de directeur général, d'inspecteur général, de directeur, de premier attaché ou d'attaché de l'administration en tenant compte des règles en matière d'absence ou d'empêchement visés aux articles 2 et 3 dudit arrêté;

9° "siège d'exploitation" : l'unité technique d'exploitation visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, modifié par l'article 2 de la loi du 3 mai 2003 et à l'article 49, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de la loi du 4 août 1996 relative au bien être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, modifié par l'article 6 de la loi du 3 mai 2003.

#### CHAPITRE II. — *Champ d'application*

**Art. 2.** Le Ministre peut octroyer des incitants à l'entreprise inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises qui réalise des investissements visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, ou qui met en œuvre des actions visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>.

Par transport combiné on entend les transports de marchandises entre Etats membres pour lesquels le camion, la remorque, la semi-remorque, avec ou sans tracteur, la caisse mobile ou le conteneur de 20 pieds et plus utilisent la route pour la partie initiale ou terminale du trajet et, pour l'autre partie, le chemin de fer ou une voie navigable, ou un parcours maritime lorsque celui-ci excède 100 kilomètres à vol d'oiseau, et effectuent le trajet initial ou terminal routier :

1<sup>o</sup> soit entre le point de chargement de la marchandise et la gare ferroviaire d'embarquement appropriée la plus proche pour le trajet initial et entre la gare ferroviaire de débarquement appropriée la plus proche et le point de déchargement de la marchandise pour le trajet terminal;

2<sup>o</sup> soit dans un rayon n'excédant pas 150 kilomètres à vol d'oiseau à partir du port fluvial ou maritime d'embarquement ou de débarquement.

Les incitants sont :

1<sup>o</sup> la prime à l'investissement dans le transport combiné, ci-après dénommée : "prime au transport combiné";

2<sup>o</sup> pour la petite ou moyenne entreprise la prime en vue de la réalisation d'études visées à l'article 3, 4<sup>o</sup>, ci-après dénommée : "prime aux services de conseil";

3<sup>o</sup> l'exonération du précompte immobilier visée à l'article 19, ci-après dénommée : "exonération du précompte immobilier";

4<sup>o</sup> la garantie de la Région visée à l'article 20, ci-après dénommée : "garantie".

**Art. 3.** Sont considérés comme programmes d'investissements mettant en œuvre une politique de développement du transport combiné, les investissements visés à l'article 5, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret grandes entreprises et à l'article 5, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret petites ou moyennes entreprises qui ont trait :

1<sup>o</sup> à l'acquisition des terrains nécessaires au transbordement et à la circulation des véhicules directement liés à cette activité;

2<sup>o</sup> aux aménagements d'infrastructures et d'installations nécessaires au transbordement;

3<sup>o</sup> à l'équipement de transbordement et aux systèmes de chargement et de déchargement intermodaux, qui sont spécifiquement construits pour le transport combiné, à l'exclusion des camions;

4<sup>o</sup> à la réalisation d'études de faisabilité portant sur les aspects commerciaux, organisationnel et financier du passage au transport combiné.

Les investissements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, constituent un ensemble d'opérations et de dépenses devant nécessairement figurer à l'actif du bilan dans la rubrique "immobilisés" et s'élevant au minimum à 25.000 euros.

**Art. 4.** L'entreprise qui sollicite le bénéfice des incitants remplit les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> respecter les conditions visées à l'article 10 du décret grandes entreprises ou à l'article 15 du décret petites ou moyennes entreprises;

2<sup>o</sup> assurer un minimum de 25 % du financement du programme d'investissements sans faire l'objet d'une intervention publique ayant un caractère d'aide au sens de l'article 87, § 1<sup>er</sup>, du Traité instituant la Communauté européenne;

3<sup>o</sup> à l'exception de l'entreprise qui n'a pas trois exercices comptables clôturés au moment de l'introduction de la demande, ne pas présenter :

a) une perte d'exploitation excédant le montant des amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations corporelles et incorporelles, au cours des deux exercices comptables clôturés précédant l'introduction de la demande;

b) par suite de pertes à la date de clôture de l'exercice comptable clôturé précédant l'introduction de la demande, un actif net réduit à un montant inférieur aux deux tiers du capital social.

#### CHAPITRE III. — *Des incitants*

**Art. 5.** Le montant global de la prime au transport combiné octroyé à l'entreprise qui réalise les investissements admis visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, et de l'exonération du précompte immobilier afférent à ces investissements ne peut dépasser, s'il s'agit d'une petite ou moyenne entreprises le taux visé à l'article 6, alinéa 3, du décret petites ou moyennes entreprises ou s'il s'agit d'une grande entreprise, le taux visé à l'article 6, alinéas 2 et 4, du décret grandes entreprises, sans que cette prime n'excède 250.000 euros par an et par entreprise.

La prime au transport combiné est accordée à l'entreprise qui s'engage à mettre en œuvre ou à conserver un trafic combiné nouveau ou supplémentaire par rapport au trafic existant.

L'octroi de la prime et de l'exonération du précompte immobilier font l'objet pour une grande entreprise, d'une convention entre le Ministre ou le fonctionnaire délégué et l'entreprise, et pour une petite ou moyenne entreprise d'une décision individuelle d'octroi.

**Art. 6.** Le montant de la prime aux services de conseil est fixé à 50 % des honoraires du conseil agréé sans que ce montant n'excède 12.500 euros.

Le montant maximum des honoraires pris en considération s'élève à 620 euros par jour, hors taxe sur la valeur ajoutée. La taxe sur la valeur ajoutée et les frais de déplacement éventuels du conseil sont à charge de la petite ou moyenne entreprise.

La petite ou moyenne entreprise choisit le conseil auquel elle souhaite faire appel au sein d'une liste reprenant les conseils agréés par la Commission créée en vertu de l'article 9, § 2, du décret petites ou moyennes entreprises.

CHAPITRE III. — *Procédure d'octroi**Section 1<sup>re</sup>*. — De la prime au transport combiné

**Art. 7.** L'entreprise introduit une demande de prime au transport combiné auprès de l'administration avant de débiter son programme d'investissements. L'administration accuse réception de celle-ci dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date de réception de la demande.

Dans un délai de six mois à compter de la date de l'accusé de réception visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'entreprise introduit auprès de l'administration un dossier sur base d'un formulaire type.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, sur demande dûment justifiée de l'entreprise, augmenter le délai visé à l'alinéa 2.

Dans le cas où l'administration estime qu'elle peut obtenir directement auprès d'autres administrations ou organismes les données nécessaires à l'examen de la demande de prime au transport combiné, l'entreprise est dispensée de les lui transmettre.

**Art. 8.** L'administration peut adresser à l'entreprise, dans un délai de trois mois à compter de la date de réception du dossier, une demande relative aux renseignements manquants lui accordant un délai d'un mois afin de compléter son dossier.

Si l'entreprise n'a pas transmis dans le mois les renseignements sollicités par l'administration, une lettre recommandée lui est adressée lui octroyant un nouveau délai d'un mois. Passé ce délai, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de refus de la prime au transport combiné, notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

Si l'entreprise ne respecte pas la condition visée à l'article 4, 3<sup>o</sup>, a, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la demande de prime au transport combiné, notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. Cette décision prend cours à dater de sa réception par l'entreprise et prend fin à dater de la réception par l'administration d'une nouvelle situation financière portant sur l'un des deux exercices comptables subséquents et présentant une marge brute d'autofinancement positive.

Si l'entreprise ne respecte pas la condition visée à l'article 4, 3<sup>o</sup>, b, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la demande de prime au transport combiné, notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. Cette décision prend cours à dater de sa réception par l'entreprise et prend fin à dater de la réception par l'administration d'une nouvelle situation bilantaire portant sur l'un des deux exercices comptables subséquents et présentant un actif net supérieur aux deux tiers du capital social.

Si l'entreprise ne produit pas dans un délai de vingt quatre mois prenant cours à dater de la décision de suspension visée à l'alinéa 3 ou 4, une nouvelle situation financière ou bilantaire répondant aux caractéristiques définies aux alinéas 3 et 4, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de refus de la prime au transport combiné, notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

**Art. 9.** Avant toute décision d'octroi de la prime au transport combiné et sur demande dûment justifiée de l'entreprise, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut accepter des investissements complémentaires au programme d'investissements ou autoriser une modification du programme d'investissements admis.

**Art. 10.** Le programme d'investissements débute dans un délai de six mois prenant cours à dater de la date de prise en considération de celui-ci visée à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, et est réalisé dans un délai de quatre ans prenant cours à la même date.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, sur demande dûment justifiée de l'entreprise, augmenter les délais visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 11.** Dans les quatre mois qui suivent, selon le cas, la réception du dossier visée à l'article 7, alinéa 2, des renseignements manquants visés à l'article 8, alinéa 2, de la nouvelle situation financière visée à l'article 8, alinéa 3, ou de la nouvelle situation bilantaire visée à l'article 8, alinéa 4, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi ou de refus de la prime au transport combiné. Celle-ci est notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

La décision d'octroi de la prime au transport combiné est accompagnée, le cas échéant, d'une convention qui comprend notamment :

1<sup>o</sup> les dispositions relatives au montant global de la prime au transport combiné et de l'exonération du précompte immobilier;

2<sup>o</sup> l'échéance de réalisation du programme d'investissements;

3<sup>o</sup> les dates de début et de fin du programme d'investissements qui correspondent respectivement aux dates de la première et de la dernière factures;

4<sup>o</sup> soit la part du tonnage supplémentaire ou nouveau, soit le nombre de transbordements supplémentaires ou nouveaux ainsi que la durée de maintien de celui-ci;

5<sup>o</sup> dans le cas visé à l'article 13, alinéa 2, du décret grandes entreprises, la convention conclue entre l'entreprise et la ou les entreprises qui détiennent cette participation garantissant la restitution de la prime ou le remboursement du montant du précompte immobilier exonéré.

La convention est signée par le Ministre ou le fonctionnaire délégué et par la ou les personne(s) ayant le pouvoir d'engager l'entreprise.

**Art. 12.** Si le programme d'investissements admis est inférieur ou égal à 250.000 euros ou si sa durée de réalisation est inférieure à douze mois, l'entreprise introduit, au plus tard cinq ans à dater de la réception de la décision d'octroi de la prime au transport combiné, une demande de liquidation de la prime au transport combiné comprenant la preuve de la réalisation et du paiement de l'intégralité du programme d'investissements et la preuve du respect :

1<sup>o</sup> des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales;

2<sup>o</sup> des conditions visées à l'article 4, 3<sup>o</sup>, pendant l'exercice comptable clôturé précédant la demande de liquidation de la prime au transport combiné. Afin d'examiner si l'entreprise respecte la condition visée à l'article 4, 3<sup>o</sup>, b, la prime au transport combiné est prise en compte dans le calcul, au prorata du total du montant déjà liquidé, le cas échéant, pour les tranches précédentes et du montant à liquider pour la tranche concernée;

3° de la règle visée à l'article 4, 2°.

A défaut d'apporter les preuves du respect des législations et réglementations ainsi que des conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la liquidation de la prime au transport combiné pendant une durée de douze mois prenant cours à dater de l'introduction de la demande de liquidation et l'administration notifie cette décision à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi en lui enjoignant de se conformer, selon des modalités et délais convenus avec l'administration compétente, aux législations et réglementations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, ainsi qu'aux conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

Passé ce délai, si l'entreprise n'a pas apporté les preuves du respect des législations et réglementations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ainsi que des conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède au retrait de la décision d'octroi de la prime au transport combiné notifié par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. L'administration récupère la prime au transport combiné conformément à l'article 15.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Si le programme d'investissements admis s'élève à plus de 250.000 euros et si sa durée de réalisation est supérieure à un an, l'entreprise introduit, au plus tard cinq ans à dater de la réception de la décision d'octroi de la prime au transport combiné, une demande de liquidation d'une première tranche de 50 % de la prime au transport combiné comprenant la preuve :

1° de la réalisation et du paiement ou une attestation type disponible auprès de l'administration et certifiée sincère et exacte par un réviseur d'entreprises, un expert comptable ou un comptable agréé de 40 % du programme d'investissements;

2° du respect des législations et réglementations fiscales et sociales;

3° du respect des conditions visées à l'article 4, 3°, pendant l'exercice comptable clôturé précédant la demande de liquidation de la prime au transport combiné. Afin d'examiner si l'entreprise respecte la condition visée à l'article 4, 3°, b), les 50 % de la prime au transport combiné sont pris en compte dans le calcul;

A défaut d'apporter les preuves du respect des législations et réglementations ainsi que des conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la liquidation de la prime au transport combiné pendant une durée de douze mois prenant cours à dater de l'introduction de la demande de liquidation et l'administration notifie cette décision à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi en lui enjoignant de se conformer, selon des modalités et délais convenus avec l'administration compétente, aux législations et réglementations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, ainsi qu'aux conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.

Passé le délai visé à l'alinéa 2, si l'entreprise n'a pas apporté la preuve du respect des conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède au retrait de la décision d'octroi de la prime au transport combiné notifié par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. L'administration récupère la prime au transport combiné conformément à l'article 15.

§ 2. Si le programme d'investissements admis s'élève à plus de 250.000 euros et si sa durée de réalisation est supérieure à un an, l'entreprise introduit, au plus tard cinq ans à dater de la réception de la décision d'octroi, une demande de liquidation du solde de la prime au transport combiné comprenant la preuve :

1° de la réalisation et du paiement de l'intégralité du programme d'investissements;

2° du respect des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales;

3° du respect des conditions visées à l'article 4, 3°, pendant l'exercice comptable clôturé précédant la demande de liquidation de la prime au transport combiné. Afin d'examiner si l'entreprise respecte la condition visée à l'article 4, 3°, b), les 50 % de la prime au transport combiné sont pris en compte dans le calcul;

4° du respect de la règle visée à l'article 4, 2°.

A défaut d'apporter les preuves visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de suspension de la liquidation du solde de la prime au transport combiné pendant une durée de douze mois prenant cours à dater de l'introduction de la demande de liquidation et l'administration notifie cette décision à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi en lui enjoignant de se conformer au respect des conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Passé ce délai, si l'entreprise n'a pas apporté les preuves visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède au retrait de la décision d'octroi de la prime au transport combiné, notifié par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. L'administration récupère la prime au transport combiné conformément à l'article 15.

**Art. 14.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut maintenir la décision d'octroi de la prime au transport combiné dans les cas prévus à l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret grandes entreprises et à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret petites et moyennes entreprises.

**Art. 15.** En cas de retrait de la décision d'octroi de la prime au transport combiné, la récupération de celle-ci s'effectue à l'initiative de l'administration par toutes voies de droit.

En cas de retrait partiel de la décision d'octroi de la prime au transport combiné intervenant avant la liquidation de la totalité de celle-ci, la partie de la prime au transport combiné induite, pour autant qu'elle ne soit pas supérieure au solde restant à liquider, est déduite de la liquidation d'une ou de plusieurs tranches à venir.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut limiter, dans les cas où les faits donnant lieu à récupération ne trouvent pas leur origine dans une faute ou un acte volontaire de l'entreprise ou de ses actionnaires, la récupération de la prime au transport combiné à concurrence du rapport entre le nombre d'années d'utilisation réelle du bien qui a fait l'objet d'une prime au transport combiné et le nombre d'années prévu à l'article 13 du décret grandes entreprises ou à l'article 17 du décret petites ou moyennes entreprises, sans toutefois que moins de deux ans se soient écoulés depuis la fin de la réalisation du programme d'investissements jusqu'au jour de l'événement justifiant le retrait de la décision d'octroi de la prime au transport combiné.

*Section 2. — De la prime aux services de conseil*

**Art. 16.** La petite ou moyenne entreprise introduit auprès de l'administration une demande de prime aux services de conseil selon un formulaire type disponible auprès de celle-ci. L'administration accuse réception de celle-ci dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande.

Dans les quatre mois de la délivrance de l'accusé de réception, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi de la prime aux services de conseil accompagnée d'une convention déterminant les conditions de réalisation d'une étude par un conseil agréé.

L'administration notifie la décision à la petite ou moyenne entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.

L'étude a pour but d'identifier les incidences et l'opportunité d'un passage au transport combiné de tout ou partie des flux de fret que la petite ou moyenne entreprise génère ou générera ainsi que les impacts financiers et l'évaluation des enjeux en termes environnementaux.

A la fin de l'action de conseil, la petite ou moyenne entreprise transmet un rapport à l'administration indiquant les recommandations du conseil agréé ainsi que les perspectives de mise en œuvre de celles-ci.

**Art. 17.** La prime aux services de conseil est liquidée à la petite ou moyenne entreprise après la transmission de l'étude et du rapport visé à l'article 16 ainsi que des factures détaillant les prestations effectuées par le conseil agréé.

**Art. 18.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, pour les motifs visés à l'article 20 du décret petites ou moyennes entreprises, procéder au retrait de la décision d'octroi de la prime aux services de conseil, notifiée à la petite ou moyenne entreprise par l'administration. Celle-ci récupère la prime aux services de conseil par toutes voies de droit.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut renoncer à tout ou partie de la récupération de la prime aux services de conseil lorsque le coût lié à cette récupération risque d'être supérieur au montant à récupérer.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut maintenir la décision d'octroi de la prime aux services de conseil dans les cas prévus à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret petites ou moyennes entreprises.

*Section 3. — De l'exonération du précompte immobilier*

**Art. 19.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer à l'entreprise l'exonération du précompte immobilier visée à l'article 8 du décret grandes entreprises ou à l'article 11 du décret petites ou moyennes entreprises.

L'entreprise sollicite le bénéfice de l'exonération de précompte immobilier selon la procédure visée aux articles 7 à 11.

Toute décision d'exonération du précompte immobilier est notifiée à l'administration compétente.

La durée de l'exonération est, en tenant compte des limites fixées à l'article 8, alinéas 2 et 3, du décret grandes entreprises ou à l'article 11, alinéas 2 et 3, du décret petites ou moyennes entreprises, précisée dans la convention ou la décision visée à l'article 5, alinéa 3.

En cas de non respect des conditions fixées dans la décision d'octroi ou dans la convention, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de retrait de l'exonération du précompte immobilier, notifiée par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi et à l'administration compétente.

L'exonération du précompte immobilier est accordée pour autant que le montant minimum d'investissements visé à l'article 3, alinéa 2, soit atteint.

*Section 4. — De la Garantie*

**Art. 20.** La garantie peut être octroyée à l'entreprise conformément à l'article 9 du décret grandes entreprises et selon la procédure visée aux articles 23 à 29 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises ou conformément au décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé "SOWALFIN".

*CHAPITRE V. — Dispositions finales*

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 22.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 août 2005.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,

J.-C. MARCOURT

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 2257

[2005/202303]

**25. AUGUST 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung verschiedener Maßnahmen im Bereich des kombinierten Verkehrs in Ausführung von Artikel 5 § 1 2° des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und von Art. 1 § 1 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, insbesondere der Artikel 5 15 17 und 18;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere der Artikel 5 9 § 1 19 21 22 und 23;

In Erwägung der Tatsache, dass die Wallonische Regierung, wenn sie die in Art. 4 2° und 3° erwähnten ordnungsmäßigen Bedingungen bestimmt, Ziele verfolgt, die an die Auswirkungen der Investierungsprogramme auf jede der Komponenten der nachhaltigen Entwicklung gebunden sind;

In Erwägung der Tatsache, dass die Verpflichtung für die Betriebe, einen Mindestbeitrag zur Finanzierung der Programme zu leisten, auf das Bestreben nach einer Einbeziehung der Betriebe in die Verantwortung bei der Umsetzung ihrer Projekte sowie auf die allgemeinen Grundsätze in Zusammenhang mit dem gleichzeitigen Bezug mehrerer öffentlichen Zuschüsse zurückzuführen ist, und dies für alle drei Komponenten der nachhaltigen Entwicklung;

In Erwägung der Tatsache, dass die Verpflichtung für die Betriebe, eine gesunde Finanzlage aufzuweisen, in der Tat für alle drei Komponenten der nachhaltigen Entwicklung daher erklärt werden kann, dass die Regierung Ziele verfolgt, die dem oberen Grundsatz einer zweckmäßigen Benutzung der öffentlichen Gelder unterliegen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der von der Europäischen Kommission auferlegten Bedingung zur Gewährung von Beihilfen für den kombinierten Verkehr genügt, indem sie die Definition des kombinierten Verkehrs nach der Richtlinie 92/106/EWG des Rates vom 7. Dezember 1992 über die Festlegung gemeinsamer Regeln für bestimmte Beförderungen im kombinierten Güterverkehr zwischen Mitgliedstaaten einfügt;

In der Erwägung, dass das Einfügen dieser Definition anschließend an einen ausdrücklichen Antrag der Europäischen Kommission erfolgt, für die die Definition des kombinierten Verkehrs genau dem Wortlaut der in Art. 1 der vorgenannten Richtlinie 92/106/EWG des Rates vom 7. Dezember 1992 gegebenen Definition entsprechen muss;

Aufgrund des am 21. Juni 2004 verabschiedeten Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region Nr. A. n° A.743;

Aufgrund des Beschlusses der Europäischen Kommission vom 16. Juli 2005 zur Genehmigung der Beihilferegelung 247/2004;

Aufgrund des am 16. April 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Mai 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 29. Juli 2005 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. n° 38.524/2;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft und der Beschäftigung;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret Großbetriebe": das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe;

2° "Dekret Klein- oder Mittelbetriebe": das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

3° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören;

4° "Betrieb": der in Artikel 3 § 2 des Dekrets Großbetriebe erwähnte Großbetrieb oder der in Artikel 3 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe erwähnte Klein- oder Mittelbetrieb;

5° "Großbetrieb": der in Artikel 3 § 2 des Dekrets Großbetriebe erwähnte Großbetrieb;

6° "Klein- oder Mittelbetrieb": der in Art. 3 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe erwähnte Klein- oder Mittelbetrieb;

7° "Verwaltung": die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

8° "beauftragter Beamter": einer der in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. April 1999 über die spezifischen Vollmachtserteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region erwähnten Beamten mit dem Dienstgrad eines Generaldirektors, Generalinspektors, Direktors, ersten Attachés oder Attachés der Verwaltung, unter Berücksichtigung der im Falle von Abwesenheit oder Verhinderung anwendbaren Regeln gemäß Art. 2 und 3 des besagten Erlasses;

9° "Betriebssitz": die technische Betriebseinheit im Sinne von Art. 14 § 1 Absatz 2 1° des Gesetzes vom 20. September 1948 zur Organisation der Wirtschaft, abgeändert durch Art. 2 des Gesetzes vom 3. Mai 2003, und im Sinne von Art. 49 Absatz 2 1° des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit, abgeändert durch Art. 6 des Gesetzes vom 3. Mai 2003.

#### KAPITEL II - *Anwendungsbereich*

**Art. 2** - Der Minister kann dem bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen ("Banque-Carrefour des Entreprises") eingetragenen Betrieb Anreize gewähren, wenn dieser die in Art. 3 Absatz 1 1° bis 3° erwähnten Investitionen tätigt oder die in Art. 3 Absatz 1 4° erwähnten Maßnahmen trifft.

Unter kombiniertem Verkehr versteht man Güterbeförderungen zwischen Mitgliedstaaten, bei denen der Lastkraftwagen, der Anhänger, der Sattelanhänger mit oder ohne Zugmaschine, der Wechsellaufbau oder der Container von mindestens 20 Fuß Länge die Zu- und Ablaufstrecke auf der Strasse und den übrigen Teil der Strecke auf der Schiene oder auf einer Binnenwasserstrasse oder auf See, sofern diese mehr als 100 km Luftlinie beträgt, zurücklegt, wobei der Strassenzu- oder -ablauf erfolgt:

1° entweder - für die Zulaufstrecke - zwischen dem Ort, an dem die Güter geladen werden, und dem nächstgelegenen geeigneten Umschlagbahnhof bzw. — für die Ablaufstrecke - zwischen dem nächstgelegenen geeigneten Umschlagbahnhof und dem Ort, an dem die Güter entladen werden;

2° entweder - für die Zulaufstrecke - zwischen dem Ort, an dem die Güter geladen werden, und dem nächstgelegenen geeigneten Umschlagbahnhof bzw. — für die Ablaufstrecke - zwischen dem nächstgelegenen geeigneten Umschlagbahnhof und dem Ort, an dem die Güter entladen werden.

Die Anreize sind:

1° die Investitionsprämie im kombinierten Verkehr, nachstehend "Prämie für den kombinierten Verkehr" genannt;

2° für den Klein- oder Mittelbetrieb: die Prämie für die Durchführung von Studien nach Art. 3 4° nachstehend "Prämie für Beratungsdienste" genannt;

3° die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug nach Art. 19 nachstehend "Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug" genannt;

4° die Bürgschaft der Region nach Art. 20 nachstehend "Bürgschaft" genannt.

**Art. 3** - Gelten als Investitionsprogramme, die eine Politik zur Förderung des kombinierten Verkehrs umsetzen, diejenigen Investitionen, die in Art. 5 § 4 Absatz 1 des Dekrets Großbetriebe und in Art. 5 § 3 Absatz 1 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe angeführt sind und Folgendes betreffen:

1° die Anschaffung der Gelände, die für den Güterumschlag und den Verkehr von direkt mit dieser Tätigkeit verbundenen Fahrzeugen nötig sind;

2° die Einrichtung von für den Güterumschlag notwendigen Infrastrukturen und Anlagen;

3° die Umschlaganlagen und die intermodalen Lade- und Abladesysteme, die spezifisch für den kombinierten Verkehr gebaut wurden, mit Ausnahme der Lkws;

4° die Durchführung von Machbarkeitsstudien betreffend die kommerziellen, organisatorischen und finanziellen Aspekte des Übergangs zum kombinierten Verkehr.

Diese in Absatz 1 1° bis 3° erwähnten Investitionen stellen eine Reihe von Geschäften und Aufwendungen dar, die unbedingt auf der Aktivseite der Bilanz unter der Rubrik "Anlagevermögen" angeführt sein und einen Mindestbetrag von 25.000 Euro betragen müssen.

**Art. 4** - Der Betrieb, der die Anreize beansprucht, erfüllt die folgenden Bedingungen:

1° die in Art. 10 des Dekrets Großbetriebe oder in Art. 15 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe erwähnten Bedingungen erfüllen;

2° mindestens 25% der Finanzierung des Investitionsprogramms müssen durch den Betrieb geleistet werden, dies ohne jegliche öffentliche Beteiligung zu erhalten, die im Sinne von Artikel 87 § 1 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft als Beihilfe gelten könnte;

3° mit Ausnahme der Betriebe, die zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags keine drei Rechnungsjahre abgeschlossen haben, darf der Betrieb:

a) keinen Betriebsverlust verzeichnen, der den Betrag der Abschreibungen und Wertminderungen wegen Aufwendungen für die Errichtung und Sachanlagen und immateriellen Anlagewerten übersteigt, dies während der zwei Rechnungsjahre vor der Einreichung des Antrags;

b) wegen Verlusten am Tag des Abschlusses des der Einreichung des Antrags vorangehenden Rechnungsjahres kein auf einen Betrag von weniger als zwei Drittel des Gesellschaftskapitals reduziertes Nettoaktivvermögen aufweisen.

### KAPITEL III — Anreize

**Art. 5** - Der Gesamtbetrag der Prämie für den kombinierten Verkehr, die dem Betrieb gewährt wird, der die in Art. 3 Absatz 1 1° bis 3° zulässigen Investitionen tätigt, und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug für diese Investitionen, darf den in Art. 6 Absatz 4 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe angeführten Satz wenn es sich um einen Klein- oder Mittelbetrieb handelt, oder den Art. 6 Abs. 2 und 4 des Dekrets Großbetriebe angeführten Satz wenn es sich um einen Großbetrieb handelt, nicht überschreiten, wobei diese Prämie nicht höher als 250.000 Euro pro Jahr und pro Betrieb sein darf.

Die Prämie für den kombinierten Verkehr wird dem Betrieb gewährt, der sich verpflichtet, einen neuen oder einen zum bestehenden Verkehr zusätzlichen kombinierten Verkehr einzuführen oder zu behalten.

Die Gewährung der Prämie und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug sind Gegenstand einer Vereinbarung zwischen dem Minister oder dem beauftragten Beamten und dem Betrieb im Falle eines Großbetriebs, und eines individuellen Beschlusses im Falle eines Klein- oder Mittelbetriebs.

**Art. 6** - Der Betrag der Prämie für Beratungsdienste wird auf 50% des Honorars des zugelassenen Beraters festgelegt, ohne dass dieser Betrag 12.500 Euro überschreiten kann.

Der Höchstbetrag des berücksichtigten Honorars beläuft sich auf 620 Euro pro Tag ohne MWSt. Die MWSt. und die eventuellen Fahrtkosten des Beraters gehen zu Lasten des Klein- oder Mittelbetriebs.

Der Klein- oder Mittelbetrieb wählt den Berater, den er heranziehen möchte, unter einer Liste von durch die kraft Art. 9 § 2 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe gebildete Kommission zugelassenen Beratern.

### KAPITEL IV — Gewährungsverfahren

#### Abschnitt 1 — Die Prämie für den kombinierten Verkehr

**Art. 7** - Der Betrieb reicht einen Antrag auf eine Prämie für den kombinierten Verkehr bei der Verwaltung ein, bevor er sein Investitionsprogramm startet. Innerhalb zehn Werktagen ab dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen wird; dieses Datum entspricht dem Tag des Eingangs des Antrags.

Innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Datum der in Abs. 1 gemeinten Empfangsbestätigung reicht der Betrieb eine auf einem Musterformular basierende Akte bei der Verwaltung ein.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf einen gebührend begründeten Antrag des Betriebs die in Abs. 2 erwähnte Frist verlängern.

Falls die Verwaltung der Ansicht ist, dass sie die Daten, die für die Prüfung des Antrags auf eine Prämie für den kombinierten Verkehr nötig sind, direkt bei anderen Verwaltungen oder Amtsstellen erhalten kann, braucht der Betrieb ihr diese Daten nicht zu übermitteln.

**Art. 8** - Innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Eingang der Akte kann die Verwaltung dem Betrieb ein Schreiben zukommen lassen, in dem sie die fehlenden Informationen beantragt und dem Betrieb eine Frist von einem Monat einräumt, um seine Akte zu vervollständigen.

Hat der Betrieb die von der Verwaltung beantragten Auskünfte innerhalb des Monats nicht übermittelt, so wird ihm ein Einschreiben zugeschickt, in dem ihm erneut eine einmonatige Frist gewährt wird. Nach Ablauf dieser Frist fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Ablehnung der Prämie für den kombinierten Verkehr; die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder jedes andere Mittel mit, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird.

Wenn der Betrieb die in Art. 4 3° a) erwähnte Bedingung nicht einhält, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung des Antrags auf eine Prämie für den kombinierten Verkehr; die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird. Dieser Beschluss tritt ab dessen Eingang bei dem Betrieb in Wirkung, und endet am Tag, an dem bei der Verwaltung ein neuer finanzieller Ausweis eingeht, der sich auf eins der beiden folgenden Rechnungsjahre bezieht, und ein positives Cash-flow-Ergebnis aufweist.

Wenn der Betrieb die in Art. 4 3° b) erwähnte Bedingung nicht einhält, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung des Antrags auf eine Prämie für den kombinierten Verkehr; die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird. Dieser Beschluss tritt ab dessen Eingang bei dem Betrieb in Wirkung, und endet am Tag, an dem bei der Verwaltung ein neuer finanzieller Ausweis eingeht, der sich auf eins der beiden folgenden Rechnungsjahre bezieht, und ein Nettoaktivvermögen aufweist, das höher als zwei Drittel des Gesellschaftskapitals ist.

Wenn der Betrieb innerhalb vierundzwanzig Monaten ab dem in Absatz 3 oder 4 erwähnten Aufhebungsbeschluss keinen neuen Finanz- oder Bilanzausweis vorlegt, der den in Absatz 3 und 4 bestimmten Merkmalen entspricht, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Ablehnung der Prämie für den kombinierten Verkehr, den die Verwaltung dem Betrieb per Einschreiben oder jedes andere Mittel zustellt, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird.

**Art. 9** - Bevor jeglicher Beschluss zur Gewährung der Prämie für den kombinierten Verkehr gefasst wird, kann der Minister oder der beauftragte Beamte auf einen gebührend begründeten Antrag des Betriebs hin zusätzliche Investitionen zum eingereichten Investitionsprogramm annehmen oder eine Änderung des zugelassenen Investitionsprogramms genehmigen.

**Art. 10** - Das Investitionsprogramm wird binnen sechs Monaten nach dem Datum dessen Inbezugnahme im Sinne von Art. 7 Absatz 1 eingeleitet und wird binnen vier Jahren ab diesem Datum durchgeführt.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf einen gebührend begründeten Antrag des Betriebs die in Abs. 1 erwähnten Fristen verlängern.

**Art. 11** - Binnen vier Monaten nach dem Empfang, je nach Fall, der in Art. 7 Absatz 2 erwähnten Akte, der in Art. 8 Absatz 2 erwähnten fehlenden Informationen, der neuen Finanzlage im Sinne von Art. 8 Absatz 3 oder der neuen Bilanzlage im Sinne von Art. 8 Absatz 4 fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung oder Ablehnung der Prämie für den kombinierten Verkehr. Die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird.

Dem Beschluss zur Gewährung der Prämie für den kombinierten Verkehr wird ggf. eine Vereinbarung beigelegt, die insbesondere Folgendes enthält:

1° die Bestimmungen bezüglich des Gesamtbetrags der Prämie für den kombinierten Verkehr und der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug;

2° die Endfrist für die Durchführung des Investitionsprogramms;

3° das Datum für den Anfang und das Ende des Investitionsprogramms, das jeweils dem Datum der ersten bzw. der letzten Rechnung entspricht;

4° entweder der Anteil der zusätzlichen oder neuen Tonnage, oder die Anzahl der zusätzlichen oder neuen Umschlagvorgänge sowie der Zeitraum, während dessen diese Zahl aufrechterhalten werden muss;

5° in dem in Art. 13 Absatz 2 des Dekrets Großbetriebe erwähnten Fall: die Vereinbarung zwischen dem Betrieb und dem oder den Betrieben, die im Besitze dieser Beteiligung sind, dank deren die Rückerstattung der Prämie oder die Rückzahlung des freigestellten Betrags des Immobiliensteuervorabzugs garantiert wird.

Die Vereinbarung wird vom Minister oder vom beauftragten Beamten und von der (den) Person(en), die sich für den Betrieb verpflichten können, unterschrieben.

**Art. 12** - Wenn das zugelassene Investitionsprogramm einen Betrag in Höhe von 250.000 Euro nicht überschreitet, oder wenn die Dauer für die Durchführung der Investitionen weniger als zwölf Monate ist, reicht der Betrieb spätestens fünf Jahre nach dem Eingang des Beschlusses zur Gewährung der Prämie für den kombinierten Verkehr einen Antrag zur Auszahlung der Prämie für den kombinierten Verkehr ein; dieser Antrag enthält den Nachweis der Durchführung und der Zahlung des gesamten Investitionsprogramms sowie der Einhaltung:

1° der steuer- und sozial- und umweltrechtlichen Gesetzgebung und Bestimmungen;

2° der in Art. 4 3° erwähnten Bedingungen während des abgeschlossenen Rechnungsjahres, das dem Antrag auf Auszahlung der Prämie für den kombinierten Verkehr vorangeht. Um zu prüfen, ob der Betrieb die in Art. 4 3° b) erwähnte Bedingung einhält, wird die Prämie für den kombinierten Verkehr bei der Berechnung im Verhältnis zum ggf. für vorige Raten bereits ausgezahlten Betrag und zum für die betreffende Rate zu zahlenden Betrag berücksichtigt.

3° der in Art. 4 2° festgelegten Regel.

Falls der Betrieb den Nachweis der Einhaltung der Gesetzgebung und Bestimmungen sowie der in Absatz 1 1° und 2° erwähnten Bedingungen nicht erbringt, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung der Auszahlung der Prämie für den kombinierten Verkehr während höchstens 12 Monaten ab der Einreichung des Antrags auf Auszahlung. Die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird, wobei sie ihm vorschreibt, die Gesetzgebung und Bestimmungen im Sinne von Absatz 1 1° sowie die in Absatz 1 2° erwähnten Bedingungen einzuhalten.

Wenn der Betrieb nach Ablauf dieser Frist nicht den Beweis erbracht hat, dass er die Gesetzgebung und Bestimmungen im Sinne von Absatz 1 1° sowie die in Absatz 1 2° erwähnten Bedingungen eingehalten hat, wird der Beschluss zur Gewährung der Prämie für den kombinierten Verkehr vom Minister oder beauftragten Beamten zurückgezogen; die Verwaltung stellt diesen Beschluss per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird. Die Verwaltung treibt die Prämie für den kombinierten Verkehr wieder ein, in Übereinstimmung mit Art. 15.



**Art. 13** - § 1 - Wenn das zugelassene Investitionsprogramm einen Betrag in Höhe von 250.000 Euro überschreitet und wenn die Dauer für die Durchführung der Investitionen mehr als ein Jahr ist, reicht der Betrieb spätestens fünf Jahre nach dem Eingang des Beschlusses zur Gewährung der Prämie für den kombinierten Verkehr einen Antrag zur Auszahlung einer ersten Tranche in Höhe von 50% der Prämie für den kombinierten Verkehr ein; dieser Antrag enthält den Nachweis:

1° der Durchführung und Zahlung von 40% des Investitionsprogramms, oder aber eine diesbezügliche, bei der Verwaltung verfügbare Musterbescheinigung, die von einem Betriebsrevisor, einem Buchsachverständigen oder einem zugelassenen Buchhalter als für richtig und vollständig bescheinigt wird;

2° der Einhaltung der steuer- und sozialrechtlichen Gesetzgebung und Bestimmungen;

3° der Einhaltung der in Art. 4 3° erwähnten Bedingungen während des abgeschlossenen Rechnungsjahres, das dem Antrag auf Auszahlung der Prämie für den kombinierten Verkehr vorangeht. Um zu prüfen, ob der Betrieb die in Art. 4 3° b) erwähnte Bedingung einhält, werden die 50% der Prämie für den kombinierten Verkehr bei der Berechnung mit berücksichtigt;

Falls der Betrieb den Nachweis der Einhaltung der Gesetzgebung und Bestimmungen sowie der in Absatz 1 2° und 3° erwähnten Bedingungen nicht erbringt, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung der Auszahlung der Prämie für den kombinierten Verkehr während höchstens 12 Monaten ab der Einreichung des Antrags auf Auszahlung. Die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches der Mitteilung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird, wobei sie ihm vorschreibt, die Gesetzgebung und Bestimmungen im Sinne von Absatz 1 2° sowie die in Absatz 1 3° erwähnten Bedingungen einzuhalten.

Wenn der Betrieb nach Ablauf der in Abs. 2 erwähnten Frist nicht den Beweis erbracht hat, dass er die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen eingehalten hat, wird der Beschluss zur Gewährung der Prämie für den kombinierten Verkehr vom Minister oder beauftragten Beamten zurückgezogen; die Verwaltung stellt diesen Beschluss dem Betrieb per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches der Mitteilung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird. Die Verwaltung treibt die Prämie für den kombinierten Verkehr wieder ein, in Übereinstimmung mit Art. 15.

§ 2 - Wenn das zugelassene Investitionsprogramm einen Betrag in Höhe von 250.000 Euro überschreitet und wenn die Dauer für die Durchführung der Investitionen mehr als ein Jahr ist, reicht der Betrieb spätestens fünf Jahre nach dem Eingang des Beschlusses zur Gewährung der Prämie einen Antrag zur Auszahlung des Restbetrags der Prämie für den kombinierten Verkehr ein; dieser Antrag enthält den Nachweis:

1° der Durchführung und Zahlung des gesamten Investitionsprogramms;

2° der Einhaltung der steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Gesetzgebung und Bestimmungen;

3° der Einhaltung der in Art. 4 3° erwähnten Bedingungen während des abgeschlossenen Rechnungsjahres, das dem Antrag auf Auszahlung der Prämie für den kombinierten Verkehr vorangeht. Um zu prüfen, ob der Betrieb die in Art. 4 3° b) erwähnte Bedingung einhält, werden die 50% der Prämie für den kombinierten Verkehr bei der Berechnung mit berücksichtigt;

4° der Einhaltung der in Art. 4 2° festgelegten Regel.

Falls der Betrieb die in Absatz 1 erwähnten Nachweise nicht erbringt, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Aufhebung der Auszahlung des Restbetrags der Prämie für den kombinierten Verkehr während 12 Monaten ab der Einreichung des Antrags auf Auszahlung. Die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches der Mitteilung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird, wobei sie ihm vorschreibt, die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen einzuhalten.

Wenn der Betrieb nach Ablauf dieser Frist die in Abs. 1 angeführten Beweise nicht erbracht hat, wird der Beschluss zur Gewährung der Prämie für den kombinierten Verkehr vom Minister oder beauftragten Beamten zurückgezogen; die Verwaltung stellt diesen Beschluss dem Betrieb per Einschreiben oder jedes andere Mittel zu, durch welches der Mitteilung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird. Die Verwaltung treibt die Prämie für den kombinierten Verkehr wieder ein, in Übereinstimmung mit Art. 15.

**Art. 14** - In den in Art. 17 Abs. 1 des Dekrets Großbetriebe und in Art. 21 Abs. 1 des Dekrets Klein- und Mittelbetriebe erwähnten Fällen kann der Minister oder der beauftragte Beamte den Beschluss zur Gewährung der Prämie für den kombinierten Verkehr aufrechterhalten.

**Art. 15** - Bei einem Entzug des Beschlusses zur Gewährung der Prämie für den kombinierten Verkehr wird deren Rückerstattung auf Initiative der Verwaltung über alle Rechtswege erzielt.

Bei einem teilweisen Entzug des Beschlusses zur Gewährung der Prämie für den kombinierten Verkehr vor deren vollständigen Auszahlung, wird der nicht geschuldete Teil der Prämie für den kombinierten Verkehr von der Auszahlung einer oder mehrerer künftigen Tranchen abgezogen, unter der Voraussetzung, dass der nicht geschuldete Teil den noch auszuzahlenden Saldo nicht übertrifft.

In den Fällen, wo der Tatbestand, der eine Beitreibung veranlasst, nicht auf einen Fehler oder eine absichtliche Handlung seitens des Betriebs oder seiner Aktionäre zurückzuführen ist, kann der Minister oder der beauftragte Beamte die Beitreibung der Prämie für den kombinierten Verkehr auf das Verhältnis zwischen der Anzahl Jahre der tatsächlichen Benutzung des Gutes, für das eine Prämie für den kombinierten Verkehr gewährt worden ist, und der Anzahl Jahre im Sinne von Art. 13 des Dekrets Großbetriebe bzw. Art. 17 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe begrenzen, ohne dass jedoch seit dem Ende der Durchführung der Investition bis zum Tage des Ereignisses, das zur Widerrufung des Beschlusses zur Gewährung der Prämie für den kombinierten Verkehr geführt hat, weniger als zwei Jahre verstrichen sind.

*Abschnitt 2 - Die Prämie für Beratungsdienste*

**Art. 16** - Der Klein- oder Mittelbetrieb reicht einen Antrag auf eine Prämie für Beratungsdienste bei der Verwaltung ein; hierzu benutzt er ein bei dieser verfügbares Musterformular. Innerhalb zehn Werktagen ab dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang.

Innerhalb von vier Monaten nach der Zustellung der Empfangsbestätigung fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung der Prämie für Beratungsdienste, dem eine Vereinbarung zur Festlegung der Bestimmungen bezüglich der Durchführung einer Studie durch einen zugelassenen Berater beigefügt wird.

Die Verwaltung stellt dem Klein- oder Mittelbetrieb den Beschluss per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird.

Die Studie hat zum Zweck, die Auswirkungen und die Zweckmäßigkeit eines Übergangs zum kombinierten Verkehr für die Gesamtheit oder einen Teil der vom Klein- oder Mittelbetrieb verursachten oder zu verursachenden Güterverkehrsflüsse sowie die finanziellen Folgen und die umweltbezogenen Anforderungen einzuschätzen.

Am Ende der Beratungsaktion, übermittelt der Klein- oder Mittelbetrieb der Verwaltung einen Bericht mit den Empfehlungen des zugelassenen Beraters und den Aussichten im Hinblick auf deren Umsetzung.

**Art. 17** - Die Prämie für Beratungsdienste wird dem Klein- oder Mittelbetrieb ausgezahlt, nachdem der in Art. 16 erwähnte Bericht und die Studie sowie die Rechnungen mit dem Detail der Leistungen des zugelassenen Beraters, übermittelt worden sind.

**Art. 18** - Der Minister oder der beauftragte Beamte kann aus den in Art. 20 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe angeführten Gründen den Beschluss zur Gewährung der Prämie für Beratungsdienste, den die Verwaltung dem Klein- oder Mittelbetrieb zugestellt hatte, zurückziehen. Die Verwaltung treibt die Prämie für Beratungsdienste über alle Rechtswege ein.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf die Beitreibung der gesamten Prämie für Beratungsdienste oder eines Teils davon verzichten, wenn die mit dieser Beitreibung verbundenen Kosten höher als der beizutreibende Betrag ausfallen könnten.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann den Beschluss zur Gewährung der Prämie für Beratungsdienste in dem in Art. 21 Abs. 1<sup>o</sup> des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe aufrechterhalten.

*Abschnitt 3 — Die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug*

**Art. 19** - Der Minister oder der beauftragte Beamte kann dem Betrieb die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug nach Art. 8 des Dekrets Großbetriebe oder Art. 11 des Dekrets Klein- oder Mittelbetriebe gewähren.

Der Betrieb beantragt die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug nach dem in Art. 7 bis 11 erwähnten Verfahren.

Jeder Beschluss zur Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug wird der zuständigen Verwaltung zugestellt.

Die Dauer der Freistellung wird in der Vereinbarung oder in dem in Art. 5 Abs. 3 erwähnten Beschluss bestimmt, unter Berücksichtigung der in Art. 8 Abs. 2 und 3 des Dekrets Großbetriebe und in Art. 11 Abs. 2 und 3 des Dekrets Klein- und Mittelbetriebe festgelegten Begrenzungen.

Falls die im Gewährungsbeschluss oder in der Vereinbarung festgelegten Bedingungen nicht eingehalten werden, fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Zurückziehung der Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug; die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird; sie stellt ihn ebenfalls der zuständigen Verwaltung zu.

Die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug wird gewährt unter der Bedingung, dass der Mindestbetrag der Investitionen im Sinne von Art. 3 Absatz 2 erreicht wird.

*Abschnitt 4 — Bürgschaft*

**Art. 20** - Die Bürgschaft kann dem Betrieb gewährt werden, in Übereinstimmung mit Art. 9 des Dekrets Großbetriebe und dem Verfahren nach Art. 23 bis 29 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe oder in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe), abgekürzt "SOWALFIN".

*KAPITEL IV — Schlussbestimmungen*

**Art. 21** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 22** - Der Minister-Präsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. August 2005

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,  
J.-C. MARCOURT

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 2257

[2005/202303]

**25 AUGUSTUS 2005. — Besluit van de Waalse Regering houdende verschillende maatregelen betreffende het gecombineerd vervoer ter uitvoering van artikel 5, § 1, 2°, a, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en van artikel 5, § 1, 2°, a, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, inzonderheid op artikelen 5, 15, 17 en 18;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op artikelen 5, 9, § 1, 21, 22 en 23;

Overwegende dat de Waalse Regering, door op algemene wijze de regelgevende voorwaarden bedoeld in artikel 4, 2° en 3°, te bepalen, doelstellingen nastreeft die verband houden met de effecten die de investeringsprogramma's sorteren op elk onderdeel van de duurzame ontwikkeling;

Overwegende dat de verplichting die de ondernemingen hebben om in een minimumfinanciering van de programma's te voorzien, immers in verband met de drie onderdelen van de duurzame ontwikkeling verklaard kan worden door het streven om de ondernemingen te responsabiliseren in de implementering van hun projecten en door de algemene beginselen verbonden aan het samenvoegen van overheids subsidies;

Overwegende dat de verplichting die de ondernemingen hebben om in een gezonde financiële toestand te verkeren immers in verband met de drie onderdelen van de duurzame ontwikkeling verklaard kan worden doordat de Waalse Regering de doelstellingen nastreeft verbonden aan het hoger beginsel van het doelmatig gebruik van overheids geld;

Overwegende dat de Waalse Regering, door de begripsomschrijving van het gecombineerd vervoer zoals opgenomen in Richtlijn 92/106/EEG van de Raad van 7 december 1992 houdende vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor bepaalde vormen van gecombineerd vervoer van goederen tussen lid-Staten in te voegen, voldoet aan de door de Europese Commissie afgekondigde voorwaarden om het voordeel van steun voor het gecombineerd vervoer toe te kennen;

Dat de invoeging van die begripsomschrijving immers gevolg geeft aan het uitdrukkelijk verzoek van de Europese Commissie, voor wie de begripsomschrijving van het gecombineerd vervoer precies beantwoordt aan de begripsomschrijving van artikel 1 van voormelde Richtlijn 92/106/EEG van de Raad van 7 december 1992;

Gelet op advies nr. n°A.743 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), aangenomen op 21 juni 2004;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie van 16 maart 2005 waarbij steunregeling 247/2004 goedgekeurd wordt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 april 2004;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 mei 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 38.524/2, gegeven op 29 juni 2005;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "decreet grote ondernemingen" : het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;

2° "decreet kleine of middelgrote ondernemingen" : het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

3° de "Minister" : de Minister bevoegd voor Economie en K.M.O.'s;

4° "onderneming" : de grote onderneming bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet grote ondernemingen of de kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3 van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen;

5° "grote onderneming" : de grote onderneming bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet grote ondernemingen;

6° "kleine of middelgrote onderneming" : de kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3 van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen;

7° "bestuur" : het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

8° "gemachtigd ambtenaar" : één van de ambtenaren bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 1999 betreffende de opdracht van bevoegdheden eigen aan het Ministerie van het Waalse Gewest, namelijk de directeur-generaal, de inspecteur-generaal, de directeur, de eerste attaché of de attaché van het bestuur, waarbij rekening wordt gehouden met de afwezigheids- of verhuuringsregels bedoeld in de artikelen 2 en 3 van dat besluit;

9° "bedrijfszetel" : de technische bedrijfseenheid bedoeld in artikel 14, § 1, tweede lid, 1°, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 3 mei 2003 en in artikel 49, tweede lid, 1°, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij het uitvoeren van hun werk, gewijzigd bij artikel 6 van de wet van 3 mei 2003.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

**Art. 2.** De minister kan incentives toekennen aan de onderneming die bij de Kruispuntbank van Ondernemingen geregistreerd is en investeringen verricht zoals bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1<sup>o</sup> tot en met 3<sup>o</sup>, of die acties zoals bedoeld in artikel 3, eerste lid, 4<sup>o</sup>, uitvoert.

Onder gecombineerd vervoer wordt het goederenvervoer tussen lid-Staten verstaan waarvoor de vrachtwagen, de aanhangwagen, de oplegger, met of zonder trekker, de wissellaadbak of de container van twintig voet en meer gebruik maken van de weg voor het begin- of eindvervoer en voor het andere gedeelte, van het spoor of de binnenwateren, of van een zeetraject wanneer dat traject meer bedraagt dan 100 km hemelsbreed gemeten, en het begin- of het eindvervoer over de weg verrichten :

1<sup>o</sup> hetzij tussen de laadplaats van de goederen en het dichtstbij gelegen geschikte station van inlading, voor wat het beginvervoer betreft, en tussen het dichtstbij gelegen station van uitlading en de losplaats van de goederen, voor wat het eindvervoer betreft;

2<sup>o</sup> hetzij binnen een afstand van ten hoogste 150 km hemelsbreed gemeten, vanaf de rivier- of zeehaven van in- of van uitlading.

De incentives zijn :

1<sup>o</sup> de premie voor investering in het gecombineerd vervoer, hierna "premie voor gecombineerd vervoer" genoemd;

2<sup>o</sup> voor de kleine of middelgrote onderneming, de premie met het oog op de uitvoering van onderzoek zoals bedoeld in artikel 3, 4<sup>o</sup>, hierna "premie voor adviesverleningen" genoemd;

3<sup>o</sup> de vrijstelling van de onroerende voorheffing bedoeld in artikel 19, hierna "vrijstelling van de onroerende voorheffing" genoemd;

4<sup>o</sup> de waarborg van het Gewest zoals bedoeld in artikel 20, hierna "waarborg" genoemd.

**Art. 3.** De investeringen bedoeld in artikel 5, § 4, eerste lid, van het decreet grote ondernemingen en in artikel 5, § 3, eerste lid, van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen worden als investeringsprogramma's die een ontwikkelingsbeleid voor gecombineerd vervoer tot stand brengen, beschouwd indien ze betrekking hebben op :

1<sup>o</sup> de aankoop van gronden die noodzakelijk zijn voor de overslag en voor het verkeer van de voertuigen die onmiddellijk verband houden met die activiteit;

2<sup>o</sup> de aanleg van infrastructures of installaties die noodzakelijk zijn voor de overslag;

3<sup>o</sup> de uitrusting voor de overslag en de intermodale systemen voor het in- en uitladen die specifiek aangelegd zijn voor het gecombineerd vervoer, vrachtwagens uitgesloten;

4<sup>o</sup> het uitvoeren van haalbaarheidsonderzoek dat betrekking heeft op de commerciële, organisatie- en financiële aspecten van de overgang naar het gecombineerd vervoer.

De investeringen bedoeld in het eerste lid, 1<sup>o</sup> tot en met 3<sup>o</sup>, maken een geheel van verrichtingen en uitgaven uit die noodzakelijkerwijs opgenomen dienen te worden in de balansactiva onder de rubriek "vaste activa" en die minstens 25.000 euro bedragen.

**Art. 4.** De onderneming die om het voordeel van de premie verzoekt, vervult de volgende voorwaarden :

1<sup>o</sup> de voorwaarden bedoeld in artikel 10 van het decreet grote ondernemingen of in artikel 15 van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen naleven;

2<sup>o</sup> minimum 25 % van de financiering van het investeringsprogramma op zich nemen zonder het voorwerp uit te maken van een overheidstegemoetkoming die het karakter van steun heeft in de zin van artikel 87, § 1, van het Verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap;

3<sup>o</sup> met uitzondering van de onderneming die niet drie boekjaren afgesloten heeft op de datum van de indiening van de aanvraag, niet in één van de volgende toestanden verkeren :

a) een bedrijfsverlies hoger dan de afschrijvingen en waardeverminderingen op vestigingskosten, materiële en immateriële vaste activa, tijdens de laatste twee boekjaren die afgesloten zijn voor de indiening van de aanvraag;

b) ten gevolge van verliezen op datum van afsluiting van het boekjaar dat is afgesloten voor de indiening van de aanvraag, nettoactiva die verminderd zijn tot een bedrag dat lager is dan twee derde van het maatschappelijk kapitaal.

HOOFDSTUK III. — *Incentives*

**Art. 5.** Het globaal bedrag van de premie voor gecombineerd vervoer dat toegekend wordt aan de onderneming die de toegelaten investeringen, zoals bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1<sup>o</sup> tot en met 3<sup>o</sup>, uitvoert en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing betreffende die investeringen mag, in het geval van een kleine of een middelgrote onderneming, het percentage bedoeld in artikel 6, derde lid, van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen of, in het geval van een grote onderneming, het percentage bedoeld in artikel 6, tweede en vierde lid, niet overschrijden zonder dat die premie 250.000 euro per jaar en per onderneming te boven gaat.

De premie voor gecombineerd vervoer wordt toegekend aan de onderneming die zich ertoe verbindt om, in vergelijking met de bestaande vervoersbewegingen, nieuwe of bijkomende vervoersbewegingen tot stand te brengen of in stand te houden.

Voor de toekenning van de premie en de vrijstelling van de onroerende voorheffing wordt, voor een grote onderneming, een overeenkomst ondertekend door de Minister of de gemachtigd ambtenaar en de onderneming en, voor een kleine of middelgrote onderneming, een individuele toekenningsbeslissing vereist.

**Art. 6.** Het bedrag van de premie voor adviesverleningen wordt vastgesteld op 50 % van het ereloon van de erkende adviseur, zonder dat dat bedrag 12.500 euro te boven gaat.

Het maximumbedrag van het in overweging genomen ereloon bedraagt 620 euro per dag, belasting over de toegevoegde waarde niet meegerekend. De belasting over de toegevoegde waarde en de eventuele reiskosten van de adviseur zijn ten laste van de kleine of middelgrote onderneming.

De kleine of middelgrote onderneming kiest de adviseur op wie zij een beroep wenst te doen uit een lijst van de erkende adviseurs opgesteld door de Commissie opgericht krachtens artikel 9, § 2, van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen.

HOOFDSTUK IV. — *Toekenningsprocedure**Afdeling 1. — Premie voor gecombineerd vervoer*

**Art. 7.** De onderneming richt een aanvraag voor een premie voor gecombineerd vervoer aan het bestuur vooraleer haar investeringsprogramma op te starten. Het bestuur bericht ontvangst binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag en bepaalt de datum waarop het investeringsprogramma in aanmerking wordt genomen. Die datum stemt overeen met de datum van ontvangst van de aanvraag.

Binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de datum van het bericht van ontvangst bedoeld in het eerste lid dient de onderneming bij het bestuur een dossier in op basis van een modelformulier.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan op een behoorlijk verantwoord verzoek van de onderneming de termijn bedoeld in het tweede lid verlengen.

Indien het bestuur denkt dat het de gegevens die noodzakelijk zijn voor de behandeling van de aanvraag voor een premie voor gecombineerd vervoer rechtstreeks kan krijgen van andere besturen of instellingen, wordt de onderneming ervan vrijgesteld ze aan het bestuur over te maken.

**Art. 8.** Het bestuur kan binnen de drie maanden te rekenen van de datum van ontvangst van het dossier een verzoek aan de onderneming richten betreffende de ontbrekende inlichtingen en haar daarbij een termijn van één maand gunnen om het dossier volledig te maken.

Indien de onderneming de inlichtingen waarom het bestuur verzoekt, niet binnen de termijn van één maand overgemaakt heeft, wordt haar bij aangetekend schrijven medegedeeld dat haar nog een maand wordt gegund. Als die termijn eenmaal verstreken is, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot weigering van de premie voor gecombineerd vervoer. Daarvan wordt door het bestuur aan de onderneming per aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening kennis gegeven.

Als de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 4, 3°, a, niet naleeft, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de aanvraag van de premie voor gecombineerd vervoer. Daarvan wordt door het bestuur aan de onderneming per aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening kennis gegeven. Die beslissing gaat in te rekenen van de ontvangst ervan door de onderneming en eindigt te rekenen van de ontvangst door het bestuur van een nieuwe financiële toestand die betrekking heeft op één van beide daarop volgende boekjaren en die een positieve cash flow vertoont.

Als de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 4, 3°, b, niet naleeft, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de aanvraag van de premie voor gecombineerd vervoer. Daarvan wordt door het bestuur aan de onderneming per aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening kennis gegeven. Die beslissing gaat in te rekenen van de ontvangst ervan door de onderneming en eindigt te rekenen van de ontvangst door het bestuur van een nieuwe balansoestand die betrekking heeft op één van beide daaropvolgende boekjaren en die nettoactiva vertoont die meer bedragen dan twee derde van het maatschappelijk kapitaal.

Indien de onderneming niet binnen een termijn van vierentwintig maanden te rekenen van de beslissing tot opschorting bedoeld in het derde of het vierde lid een nieuwe financiële of balansoestand voorlegt die beantwoordt aan de kenmerken omschreven in het derde en vierde lid, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot weigering van de premie voor gecombineerd vervoer waarvan door het bestuur aan de onderneming kennis wordt gegeven bij aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening.

**Art. 9.** Voor elke beslissing tot toekenning van de premie voor gecombineerd vervoer en na een behoorlijk verantwoord verzoek van de onderneming kan de Minister of de gemachtigd ambtenaar investeringen aanvaarden die het investeringsprogramma verder aanvullen of toelaten dat het toegelaten investeringsprogramma gewijzigd wordt.

**Art. 10.** Het investeringsprogramma vangt aan binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum bedoeld in artikel 7, eerste lid, waarop het in overweging wordt genomen en wordt uitgevoerd binnen een termijn van vier jaar, die op diezelfde datum ingaat.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan na een behoorlijk verantwoord verzoek van de onderneming de termijnen bedoeld in het eerste lid verlengen.

**Art. 11.** Binnen de vier maanden die al naargelang het geval volgen op de ontvangst van het dossier bedoeld in artikel 7, tweede lid, van de ontbrekende inlichtingen bedoeld in artikel 8, tweede lid, van de nieuwe financiële toestand bedoeld in artikel 8, derde lid, of van de nieuwe balansoestand bedoeld in artikel 8, vierde lid, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot toekenning of weigering van de premie voor gecombineerd vervoer. Daarvan wordt aan de onderneming door het bestuur kennis gegeven bij ter post aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening.

Bij de beslissing tot toekenning van de premie voor gecombineerd vervoer wordt, in voorkomend geval, een overeenkomst gevoegd die onder meer bevat :

1° de bepalingen met betrekking tot het globale bedrag van de premie voor gecombineerd vervoer en de vrijstelling van de onroerende voorheffing;

2° vervaldatum voor de uitvoering van het investeringsprogramma;

3° begin- en einddatum van het investeringsprogramma, overeenstemmend met respectievelijk de data van de eerste en de laatste factuur;

4° ofwel het aandeel van het bijkomend of het nieuwe laadvermogen, ofwel het aantal bijkomende of nieuwe overslagbewegingen, en de tijd waarin dat aantal behouden blijft;

5° in het geval bedoeld in artikel 13, tweede lid, van het decreet grote ondernemingen, de overeenkomst die afgesloten is tussen de onderneming en de onderneming(en) die die participatie in handen heeft (hebben), waarbij de teruggave van de premie of de terugbetaling van de vrijgestelde onroerende voorheffing gegarandeerd wordt.

De overeenkomst wordt ondertekend door de Minister of de gemachtigd ambtenaar en de persoon (personen) die bevoegd is (zijn) om de onderneming te verbinden.

**Art. 12.** Indien het toegelaten investeringsprogramma lager is dan of gelijk is aan 250.000 euro of indien de duur van de verwezenlijking lager is dan twaalf maanden, dient de onderneming uiterlijk vijf jaar te rekenen van de ontvangst van de beslissing tot toekenning van een premie voor gecombineerd vervoer een aanvraag in voor de vereffening van de premie waarin het bewijs begrepen is dat het investeringsprogramma volledig verwezenlijkt en betaald is en dat het volgende nageleefd is :

1° de fiscale, sociale en milieuwet- en -regelgeving;

2° de voorwaarden bedoeld in artikel 4, 3°, tijdens het boekjaar dat is afgesloten voorgaande aan de aanvraag tot vereffening van de premie voor gecombineerd vervoer. Om te controleren of de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 4, 3°, *b* naleeft, wordt de premie voor gecombineerd vervoer meeberekend in verhouding tot het totaal van het reeds vereffend bedrag, in voorkomend geval, voor de vorige schijven en van het bedrag dat te vereffenen valt voor de betrokken schijf;

3° de regel bedoeld in artikel 4, 2°.

Indien de bewijzen dat wet- en regelgeving nageleefd zijn, en de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2° vervuld zijn, niet geleverd zijn, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de vereffening van de premie voor gecombineerd vervoer tijdens een duur van twaalf maanden ingaand te rekenen van de indiening van de aanvraag tot vereffening en het bestuur geeft per aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening kennis van die beslissing aan de onderneming waarbij het haar gelast zich op de wijze en in de termijn die met het bevoegde bestuur overeengekomen is, te schikken naar de wet- en regelgeving bedoeld in het eerste lid, 1°, evenals naar de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 2°.

Als die termijn eenmaal verstreken is, en indien de onderneming het bewijs niet geleverd heeft dat zij de wet- en regelgeving bedoeld in het eerste lid, 1°, evenals de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 2°, naleeft, wordt de beslissing tot toekenning van de premie voor gecombineerd vervoer door de Minister of de gemachtigd ambtenaar ingetrokken waarvan het bestuur aan de onderneming kennis geeft per aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening. Het bestuur vordert de premie voor gecombineerd vervoer terug overeenkomstig artikel 15.

**Art. 13. § 1.** Indien het toegelaten investeringsprogramma meer dan 250.000 euro bedraagt en indien de duur van de verwezenlijking ervan meer bedraagt dan één jaar, dient de onderneming uiterlijk vijf jaar te rekenen van de ontvangst van de beslissing tot toekenning van de premie voor gecombineerd vervoer, een aanvraag in tot vereffening van een eerste schijf van 50 % van die premie, en tegelijk toont zij aan :

1° dat 40 % van het investeringsprogramma verwezenlijkt en betaald is, of zij dient een modelattest, beschikbaar bij het bestuur, in, oprecht en waar verklaard door een bedrijfsrevisor, een accountant of een erkend boekhouder;

2° dat de fiscale en sociale wet- en regelgeving nageleefd wordt;

3° dat de voorwaarden bedoeld in artikel 4, 3°, tijdens het boekjaar dat is afgesloten voorgaande aan de aanvraag tot vereffening van de premie voor gecombineerd vervoer nageleefd zijn. Om te controleren of de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 4, 3°, *b*), naleeft, worden de 50 % van de premie voor gecombineerd vervoer meeberekend.

Indien de bewijzen dat wet- en regelgeving nageleefd zijn, en de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 2° en 3° vervuld zijn, niet geleverd zijn, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de vereffening van de premie voor gecombineerd vervoer tijdens een duur van twaalf maanden ingaand te rekenen van de indiening van de aanvraag tot vereffening en het bestuur geeft per aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening kennis van die beslissing aan de onderneming waarbij het haar gelast zich op de wijze en in de termijn die met het bevoegde bestuur overeengekomen is, te schikken naar de wet- en regelgeving bedoeld in het eerste lid, 2°, evenals naar de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 3°.

Als de termijn bedoeld in het tweede lid eenmaal verstreken is, en indien de onderneming niet heeft aangetoond dat zij de voorwaarden bedoeld in het eerste lid naleeft, trekt de Minister of de gemachtigd ambtenaar de beslissing tot toekenning van de premie voor gecombineerd vervoer in, waarvan het bestuur aan de onderneming kennis geeft bij aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening. Het bestuur vordert de premie voor gecombineerd vervoer terug overeenkomstig artikel 15.

**§ 2.** Als het toegelaten investeringsprogramma meer bedraagt dan 250.000 euro en indien de duur van de verwezenlijking ervan meer bedraagt dan één jaar, dient de onderneming uiterlijk vijf jaar te rekenen van de ontvangst van de toekenningsbeslissing, een aanvraag in tot vereffening van het saldo van de premie voor gecombineerd vervoer, waarbij zij aantoonst :

1° dat het investeringsprogramma volledig is verwezenlijkt en betaald;

2° dat de fiscale, sociale en milieuwet- en -regelgeving nageleefd wordt;

3° dat de voorwaarden bedoeld in artikel 4, 3°, tijdens het boekjaar dat is afgesloten voorgaande aan de aanvraag tot vereffening van de premie voor gecombineerd vervoer nageleefd zijn. Om te controleren of de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 4, 3°, *b*), naleeft, worden de 50 % van de premie voor gecombineerd vervoer meeberekend;

4° dat de regel bedoeld in artikel 4, 2°, is nageleefd.

Indien de bewijzen bedoeld in het eerste lid niet worden geleverd, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot opschorting van de uitbetaling van het saldo van de premie voor gecombineerd vervoer tijdens een duur van twaalf maanden ingaand te rekenen van de indiening van de aanvraag tot vereffening en het bestuur geeft kennis van die beslissing bij ter post aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening aan de onderneming en gelast haar om zich te schikken naar de voorwaarden bedoeld in het eerste lid.

Als die termijn eenmaal verstreken is, en indien de onderneming niet heeft aangetoond dat zij de voorwaarden bedoeld in het eerste lid naleeft, trekt de Minister of de gemachtigd ambtenaar de beslissing tot toekenning van de premie voor gecombineerd vervoer in, waarvan het bestuur aan de onderneming kennis geeft bij aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening. Het bestuur vordert de premie voor gecombineerd vervoer terug overeenkomstig artikel 15.

**Art. 14.** De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan de beslissing tot toekenning van de premie voor gecombineerd vervoer behouden in de gevallen bedoeld in artikel 17, eerste lid, van het decreet grote ondernemingen of in artikel 21, eerste lid, van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen.

**Art. 15.** In geval van intrekking van de beslissing tot toekenning van de premie voor gecombineerd vervoer wordt die premie op initiatief van het bestuur door alle rechtsmiddelen teruggevorderd.

In geval van gedeeltelijke intrekking van de beslissing tot toekenning van de premie voor gecombineerd vervoer die plaatsvindt voor de vereffening van de gehele premie, wordt het onverschuldigde gedeelte van die premie, voorzover zij niet meer bedraagt dan het nog te vereffenen saldo, van de vereffening van één of meerdere nog te betalen schijven afgetrokken.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan in de gevallen waarin de feiten die tot de terugvordering van de premie aanleiding geven hun oorsprong niet vinden in een fout of een vrijwillige daad van de onderneming of de aandeelhouders ervan, de terugvordering van de premie voor gecombineerd vervoer beperken tot de verhouding tussen het aantal jaar waarin het goed waarvoor de premie is toegekend daadwerkelijk is gebruikt en het aantal jaar bepaald in artikel 13 van het decreet grote ondernemingen of in artikel 17 van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen, evenwel zonder dat er minder dan twee jaar verstreken mogen zijn sinds het einde van de verwezenlijking van het investeringsprogramma tot en met de dag waarop de gebeurtenis plaatsvond, die de opheffing van de premie voor gecombineerd vervoer verantwoordde.

#### *Afdeling 2. — Premie voor adviesverlening*

**Art. 16.** De kleine of middelgrote onderneming dient een aanvraag tot een premie voor adviesverlening bij het bestuur in aan de hand van een bij het bestuur beschikbaar modelformulier. Het bestuur bericht ontvangst ervan binnen de tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag.

Binnen de vier maanden na afgifte van het bericht van ontvangst treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot toekenning van de premie voor adviesverlening waarbij een overeenkomst tot bepaling van de voorwaarden voor het uitvoeren van een onderzoek door een erkend adviseur wordt gevoegd.

Daarvan wordt door het bestuur aan de kleine of middelgrote onderneming kennis gegeven bij ter post aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening.

Dat onderzoek is erop gericht, de effecten of de geschiktheid van een overgang naar gecombineerd vervoer voor een deel of het geheel van de vrachtbewegingen die de kleine of middelgrote onderneming tot stand brengt of zal brengen, evenals de financiële impact en de evaluatie van de milieuvraagstukken, te bepalen.

Op het einde van de advisering maakt de kleine of middelgrote onderneming een verslag aan het bestuur over waarin de aanbevelingen van de erkende adviseur en de vooruitzichten in verband met de uitvoering ervan worden aangegeven.

**Art. 17.** De premie voor adviesverlening wordt vereffend aan de kleine of middelgrote onderneming na overmaking van de studie en van het verslag bedoeld in artikel 16, evenals van de facturen waarin de prestaties van de adviseur(s) omstandig vermeld worden.

**Art. 18.** De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan om redenen bedoeld in artikel 20 van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen de beslissing tot toekenning van de premie voor adviesverlening waarvan door het bestuur aan de kleine of middelgrote onderneming kennis gegeven is, intrekken. Het bestuur vordert de premie voor adviesverlening door alle rechtsmiddelen terug.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan geheel of gedeeltelijk afzien van de terugvordering van de premie voor adviesverlening indien de kosten van die terugvordering hoger dreigt te zijn dan het terug te vorderen bedrag.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan de beslissing tot toekenning van de premie voor adviesverlening in de gevallen bedoeld in artikel 21, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen in stand houden.

#### *Afdeling 3. — Vrijstelling van de onroerende voorheffing*

**Art. 19.** De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan de vrijstelling van de onroerende voorheffing bedoeld in artikel 8 van het decreet grote ondernemingen of in artikel 11 van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen aan de onderneming toekennen.

De onderneming verzoekt om het voordeel van de vrijstelling van de onroerende voorheffing volgens de procedure bedoeld in de artikelen 7 tot 11.

Het bevoegde bestuur wordt in kennis gesteld van elke beslissing tot vrijstelling van de onroerende voorheffing.

De duur van de vrijstelling wordt nader bepaald in de overeenkomst of in de beslissing bedoeld in artikel 5, derde lid, rekening houdende met de beperkingen vastgelegd in artikel 8, tweede en derde lid, van het decreet grote ondernemingen of in artikel 11, tweede en derde lid, van het decreet kleine of middelgrote ondernemingen.

Als de onderneming de voorwaarden bedoeld in de toekenningsbeslissing of in de overeenkomst niet naleeft, treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot intrekking van de vrijstelling van de onroerende voorheffing. Daarvan wordt door het bestuur aan de onderneming en aan het bevoegde bestuur per aangetekend schrijven of op enige andere wijze van mededeling met vaste dagtekening kennis gegeven.

De vrijstelling van de onroerende voorheffing wordt toegekend voorzover het minimumbedrag van de investeringen bedoeld in artikel 3, tweede lid, gehaald wordt.

#### *Afdeling 4. — Waarborg*

**Art. 20.** De waarborg kan aan de onderneming toegekend worden overeenkomstig artikel 9 van het decreet grote ondernemingen en volgens de procedure bedoeld in de artikelen 23 tot en met 29 van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen of overeenkomstig het decreet van 11 juli 2002 tot organisatie van het statuut van de "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen), afgekort "SOWALFIN".

#### *HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen*

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 22.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 augustus 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Economie en Tewerkstelling,  
J.-C. MARCOURT